

# Démarche transitoire, Front unique, gouvernement ouvrier

Retour critique sur l'expérience de la LCR, du MIR chilien et de la DS brésilienne

vendredi 7 octobre 2005, par [SABADO François](#) (Date de rédaction antérieure : 30 septembre 2005).

**Avertissement : Ce texte n'est pas un document achevé. C'est la mise en forme d'une série de notes de lecture ou de retour sur une histoire de ces débats. Ces notes peuvent aussi servir de contribution, sur une série de questions stratégiques pour les discussions du prochain stage des responsables de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Les remarques sur ces « notes » et d'autres contributions sur ces questions seront utiles pour l'avancée de la discussion et de la formation des membres de notre organisation. Remerciements à Daniel, Samy, et Joao pour leurs remarques et critiques. (Les citations sont un peu longues, mais elles sont indispensables pour éclairer la discussion dans toutes ses dimensions).**

## Sommaire

- [1\) Stratégie et tactique](#)
- [2\) Premiers débats dans l'IC](#)
- [3\) La question du front \(...\)](#)
- [4\) Front Unique et Front \(...\)](#)
- [5\) Retour sur des discussions](#)
- [6\) Le MIR et l'Unité Populaire](#)
- [7\) Le Brésil de Lula](#)

---

## 1) Stratégie et tactique

La politique de front unique a une double dimension, stratégique et tactique.

1) Stratégique, car si la révolution est un processus majoritaire et « l'émancipation des travailleurs, l'œuvre des travailleurs, eux-mêmes », les classes populaires doivent surmonter leurs différenciations et divisions internes, et rechercher leur unification sociale et politique. Différenciations sociales liées à la place spécifique dans le processus de production et plus généralement dans la vie sociale, mais aussi divisions politiques liées à l'histoire du mouvement ouvrier, à la cristallisation de courants et d'organisations. Trotski, indique d'ailleurs les racines de la politique de front unique dans ce passage sur l'Allemagne (La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, 1932) :

*« Mais le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire mais à travers la lutte de classes qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise que pour des combats politiques « nationaux » telle que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile-, non elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat ».*

Ainsi loin de se réduire à telle ou telle manœuvre pour démasquer les appareils, le front unique répond à l'objectif stratégique suivant : unifier le prolétariat -la classe ouvrière au sens large, ceux qui sont contraints de vendre leur force de travail- au cours d'un processus révolutionnaire, pour le transformer de classe dominée en classe dominante de la société. Pour stimuler ce développement, ce mouvement doit créer les conditions de « l'indépendance de classe » des travailleurs vis-à-vis de la bourgeoisie, et viser à l'auto émancipation et l'auto organisation des classes populaires, condition fondamentale pour la transformation révolutionnaire de la société. Ainsi, tout en précisant à chaque étape de la lutte de classes, son contenu et ses formes la recherche de l'unité des travailleurs et de leurs organisations est une donnée permanente de la politique des révolutionnaires.

2) Mais la politique de front unique est aussi une tactique politique, qui dépend des objectifs généraux d'une politique révolutionnaire. D'abord, rappelons, qu'une politique révolutionnaire ne se réduit pas à la tactique de front unique. Bien d'autres aspects liés à la lutte politique, la définition des objectifs, la délimitation entre courants et organisations, la construction d'organisation sont des maillons indispensables de l'activité des révolutionnaires.

Ensuite la tactique reste subordonnée à la stratégie :

*« Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte de classes mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont des problèmes absolument différents, parfois même contradictoires » (Trotsky, Comment vaincre le fascisme ?).*

Les formes et le contenu d'une tactique de Front unique peuvent, effectivement, brusquement changer, notamment en situation de crise.

Dans la politique de rassemblement des travailleurs pour la lutte, les conflits avec les réformistes peuvent atteindre des points de rupture :

*« Si les réformistes sabotent la lutte, contrecarrent les dispositions de masse, nous nous réservons le droit de soutenir l'action jusqu'à la fin, sans nos demi-alliés temporaires, à titre d'organisation indépendante... Ce sont les masses qui décident ; A partir du moment, où, les masses se séparent de la direction réformiste, les accords perdent tout leur sens. Perpétuer le front unique signifierait ne pas comprendre la dialectique de la lutte révolutionnaire et transformer le front unique de tremplin en barrière. Pour les marxistes, le front unique est seulement une des méthodes de la lutte de classes. Dans ces conditions données, la méthode est complètement inutilisable :il serait insensé de vouloir construire un accord avec les réformistes pour l'accomplissement de la révolution socialiste ».* (Comment vaincre le fascisme ? Trotsky).

En effet, comme l'explique, Daniel Bensaïd, *« Le front unique a toujours un aspect tactique. Les organisations réformistes ne le sont pas par confusion, inconséquence ou manque de volonté. Elles expriment des cristallisations sociales et matérielles... Les directions réformistes peuvent donc être des alliés politiques tactiques pour contribuer à unifier la classe. Mais elles demeurent*

*stratégiquement des ennemis en puissance. Le front unique vise donc à créer les conditions permettant de rompre dans le meilleur rapport de forces possible avec ces directions, au moment de choix décisifs, et d'en détacher les plus larges masses possibles. » (Crise et stratégie, 1986)*

Les conditions d'application dépendent, aussi, des rapports de forces sociaux et politiques globaux, et en particulier des rapports de forces au sein du mouvement ouvrier. C'est un problème que Trotsky pose, d'ailleurs, dans la discussion avec les communistes français en 1922 :

*« Si le Parti communiste ne représente qu'une minorité insignifiante...son attitude à l'égard du front de classe n'a pas une importance décisive. Le problème du front unique ne se pose pas lorsque le PC, comme en Bulgarie, représente la seule force politique. Mais là, où le PC constitue une force politique sans avoir encore une valeur décisive, là où il embrasse, soit le quart, soit le tiers de l'avant-garde prolétarienne, la question du front unique se pose dans toute son acuité.»*

Au-delà des « pourcentages », le rôle des révolutionnaires, depuis Mai 68, et plus encore, en prenant en compte notre place depuis la campagne Besancenot, nous range dans la catégorie des forces politiques, « où la question du front unique se pose dans toute son acuité ».

## **2) Premiers débats dans l'IC**

Les premières discussions, sur la question du front unique, eurent lieu lors des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste. Il s'agissait de prendre en compte une nouvelle période politique, « *un retrait momentané des positions du mouvement ouvrier* », après la période de montée révolutionnaire liée à la révolution russe. Ces premières réflexions tactiques et stratégiques, développées par Lénine, dans « Le gauchisme, la maladie infantile du communisme », ont, d'abord, été présentées comme des réajustements liés à une nouvelle période.

Mais cette discussion dépassait la seule conjoncture politique. Il s'agissait, sur la base des enseignements de la révolution russe, mais surtout des problèmes auxquels étaient confrontés les révolutionnaires, en Allemagne dans les années 20, de discuter les premières pistes stratégiques pratiques d'un processus révolutionnaire dans un pays capitaliste développé. Aussi, cette discussion est largement surdéterminée par le caractère révolutionnaire de l'époque. La question du front unique et des revendications transitoires allait constituer deux des questions majeures de ces congrès. Trotsky, allait revenir sur la problématique générale du 3<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, en expliquant que « *la campagne pour le front unique, doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est-à-dire un système de mesures -qui avec un gouvernement ouvrier et paysan -doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme* ».

*« La lutte pour ces revendications doit devenir le point de départ de la lutte pour le pouvoir »...*  
*« Aussi, toute grève économique sérieuse provoque immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie. Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles doivent-ils **être entraînés automatiquement** (c'est nous qui soulignons) à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'Etat ».*

Trotsky allait reprendre cette démarche générale dans le programme de transition : « *La tâche stratégique de la prochaine période -**période pré-révolutionnaire** (c'est nous qui soulignons) - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leur lutte quotidienne, à trouver le pont entre les revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant*

*des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat ».*

C'est dans ce cadre que l'internationale communiste va aborder la question du gouvernement ouvrier.

a) D'abord, contre les positions ultra-gauches, défendues en particulier par Bordiga et Ruth Fisher, représentant la gauche allemande, qui assimilaient la perspective du « gouvernement ouvrier et paysan » à la « dictature du prolétariat ». *« Gouvernement ouvrier et dictature du prolétariat ne sont pas synonymes »,* indiquent les textes de l'IC. Karl Radek, dirigeant de l'Internationale, précise même *« le gouvernement ouvrier n'est pas la dictature du prolétariat. C'est une transition possible - non obligatoire- vers la dictature du prolétariat ».* *« Un court épisode dans la voie de la dictature du prolétariat »,* reprendra Trotski dans le programme de transition.

b) Le gouvernement ouvrier peut surgir de la lutte de masse mais aussi d'une victoire électorale. Il résulte d'une crise sociale et politique généralisée quand les institutions du vieil appareil d'Etat commence à se disloquer mais ne sont pas encore détruites. Tout en considérant *« qu'un gouvernement ouvrier peut résulter d'un « début parlementaire de la révolution », le mot d'ordre de gouvernement ouvrier n'est pas le mot d'ordre de combinaisons parlementaires, c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons parlementaires bourgeoises »* précisent les résolutions de l'IC..

*Un gouvernement de ce genre n'est possible que s'il naît dans la lutte des masses et s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créés par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées. Un gouvernement ouvrier résultant d'une combinaison parlementaire, peut aussi fournir l'occasion de ranimer le mouvement ouvrier révolutionnaire mais un tel gouvernement... ne peut conduire qu'à la lutte la plus acharnée, et éventuellement à une guerre civile contre la bourgeoisie ».* Ainsi les interprétations de la majorité de l'IC sont assez claires, mais il y eut aussi des *« interprétations parlementaires... envisageant ce type de gouvernement dans les institutions bourgeoises sans lien avec la perspective révolutionnaire ».*

c) La direction du KPD allemand tomba dans ce travers parlementaire, dans sa politique vis-à-vis du gouvernement, formé, en 1923, en Saxe Thuringe par les socialistes de gauche et les communistes. Crise généralisée, montée révolutionnaire des masses, appareil d'Etat ébranlé, unité KPD, USPD (socialistes de gauches) et gauche SPD majoritaire, la question d'une participation communiste dans ce gouvernement pouvait se poser. Mais la direction du KPD subordonna sa politique à la décision gouvernementale d'armer les masses et d'appeler à la grève générale. Elle ne décida pas de centraliser un processus d'auto organisation indépendante et d'armer le peuple dans une perspective de conquête de pouvoir ; Lorsque, le « gouvernement ouvrier légal » refusa la confrontation avec le pouvoir central, la direction du KPD se retrouva sans les moyens de mobiliser les travailleurs pour conquérir le pouvoir de la région. Le problème, dans ce cas, n'était pas de participer à ce gouvernement ouvrier régional, mais de combiner la participation à la priorité de construire une dualité de pouvoir appuyé sur l'auto organisation et l'armement populaire.

d) Dans ce cadre, les dirigeants de l'IC veillaient à distinguer les différences entre différents types de gouvernements. C'est d'ailleurs ce que précisent les hypothèses évoquées par les « thèses sur l'unité du front prolétarien » du 3<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste en 1921 :

*« L'IC doit envisager les éventualités suivantes :*

- 1) *Un gouvernement ouvrier libéral. Il y a déjà un gouvernement de ce genre en Australie ; Il est également possible dans un délai assez rapproché en Angleterre.*
- 2) *Un gouvernement social-démocrate (Allemagne)*
- 3) *Un gouvernement des ouvriers et des paysans. Cette éventualité est à prévoir dans les Balkans, en Tchécoslovaquie etc.*
- 4) *Un gouvernement ouvrier avec la participation des communistes ;*
- 5) *Un véritable gouvernement ouvrier prolétarien, qui, dans la forme la plus pure, ne peut être incarné que par un parti communiste.*

Les deux premiers types de gouvernements ouvriers ne sont pas des gouvernements ouvriers révolutionnaires, mais des gouvernements camouflés de coalition entre la bourgeoisie et les leaders ouvriers contre-révolutionnaires... Les communistes ne devront pas participer à de pareils gouvernements. Au contraire ils devront démasquer impitoyablement devant les masses, le véritable caractère de « ces faux gouvernements ouvriers. »

Et la nature de ces gouvernements ne change pas en fonction d'une quantité plus ou moins importante de mesures « sociales » ou « démocratiques »- même si sur le plan tactique, cela peut être très important- c'est leur rapport aux institutions et à l'Etat bourgeois qui leur confère telle ou telle dynamique.

Ainsi, nous pouvons pour des raisons pédagogiques, discuter avec les autres courants de gauche, du contenu et du cadre, d'un gouvernement anti-libéral ou anticapitaliste, mais le gouvernement des travailleurs que nous défendons n'est pas un gouvernement d'union de la gauche avec un peu plus de mesures anti-libérales ou démocratiques... Il y a une différence de nature de classe entre les deux types de gouvernements... Dans le cas de toutes les formules réformistes, celles-ci tiennent leur légitimité des institutions parlementaires bourgeoises et ne remettent pas en cause la logique fondamentale du profit et de la propriété capitaliste. Un gouvernement des travailleurs s'attaque aux fondements du pouvoir des classes dominantes, à ses institutions et à son système économique. Elle s'inscrit, sous des formes spécifiques selon les conjonctures nationales, dans une perspective de dualité de pouvoir pour déboucher sur la conquête révolutionnaire du pouvoir. Cette démarche peut se concentrer dans quelques mesures d'urgence sociales et démocratiques, mais la cohérence de celles-ci, et leurs rapports au mouvement social, en particulier au travers de la dynamique du contrôle doit conduire, à la rupture et à un processus de contrôle et d'auto organisation

e) Bien sûr, la participation à des gouvernements ouvrier ou « ouvrier et paysan » ou le refus de tout ministérialisme dans des gouvernements de collaboration de classes sont les deux points de repère fondamentaux, mais cela ne fait pas l'économie de tous les problèmes tactiques vis-à-vis de ces « faux gouvernements ouvriers » qui sont des gouvernements qui restent dans le cadre de l'Etat capitaliste mais qui accélèrent le processus de décomposition de cet Etat.

C'est ce que Lénine appelle, dans « la maladie infantile du communisme », « l'opposition loyale » - c'est à dire la renonciation à préparer le renversement par la violence de ces gouvernements de collaboration de classes tout en ne lâchant rien sur leur caractérisation :

« La majorité des ouvriers des villes est avec les indépendants -USPD socialistes de gauche. - . Conclusion promesse d'une « opposition loyale » (c'est-à-dire renonciation à préparer le renversement parla violence ») au gouvernement « socialiste d'où seraient exclus les partis capitalistes bourgeois ». Mais il est impossible de passer sous silence le fait qu'on ne saurait appeler « socialiste » (dans une déclaration officielle du parti communiste) un gouvernement de social traître. Il suffisait de dire (pour être poli à la façon parlementaire) : tant que la majorité des ouvriers des villes suit les indépendants, nous, communistes, ne pouvons empêcher ces ouvriers de se débarrasser de leurs dernières illusions en faisant l'expérience de « leur gouvernement. Il n'en faut

*pas plus pour justifier un compromis, réellement indispensable, et qui consiste à renoncer pour un temps aux tentatives de renverser par la force un gouvernement auquel la majorité des ouvriers des villes fait confiance* ». Trotsky reprendra cette problématique pour définir une tactique vis-à-vis des gouvernements de Front populaire.

f) C'est aussi dans ce cadre, que les textes du 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> congrès de la III<sup>e</sup> internationale précisaient que le mot d'ordre du gouvernement ouvrier « *est une conséquence inévitable de la tactique du front unique* ». En précisant que « *le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaire, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts, et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire* ».

Ces discussions avaient lieu dans la perspective de situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, des conjonctures où « *le combat pour les revendications partielles...entraînent automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'Etat...* ».

Aussi tous nos débats sur les diverses formules de gouvernement ont peu de choses à voir avec la question du gouvernement ouvrier telle qu'elle est posée dans les premiers congrès de l'IC.

Parler, aujourd'hui, dans une situation non révolutionnaire, d'un lien entre « tactique de front unique » et « gouvernement de front unique », c'est à dire un gouvernement qui en même temps représente les organisations majoritaires de la classe ouvrière et commence un processus de destruction de l'Etat bourgeois, c'est escamoter que toutes ces discussions sur le gouvernement ouvrier avaient lieu dans des situations révolutionnaires qui permettait justement ce lien « automatique »...

C'est aussi escamoter la réalité d'un mouvement ouvrier, où un front unique communiste/socialiste de gauche, pouvait constituer une alternative majoritaire dans le mouvement ouvrier allemand face à l'arrogance militariste des classes dominantes. Soulignons que le front unique et un gouvernement ouvrier ne pouvaient avoir de dynamique anti-capitaliste que dans le cadre de rapport de forces, marquées par un poids certain des révolutionnaires mais aussi l'existence de courants de masse intermédiaire entre le réformisme et la révolution -ce que l'IC appelait le centrisme ».

La situation est évidemment, totalement différente, aujourd'hui.

Car, autant la situation politique et les rapports de forces actuels, permettent aux révolutionnaires de réunir les conditions pour déployer une tactique de front unique qui fasse avancer, la mobilisation des salariés, autant, la situation n'est pas telle qu'elle mette à l'ordre du jour un gouvernement ouvrier ou un gouvernement des travailleurs. Des situations « non révolutionnaires ou non pré-révolutionnaires » peuvent mettre à l'ordre du jour des gouvernements des partis de gauche dans le cadre de la gestion des institutions et de l'économie capitaliste mais pas des gouvernements de rupture avec la bourgeoisie. Une fois encore, ces deux types de gouvernements s'opposent dans leur politique et leur dynamique.

C'est pourquoi, si les conditions d'une politique unitaire vis-à-vis de l'ensemble des organisations de gauche, sociales et politiques, sont réunies dans les luttes, dans la défense de revendications démocratiques, au travers de mobilisations politiques, il ne peut y avoir de politique unitaire pour répondre à la question du gouvernement -c'est à dire sur la base d'un accord pour une transformation anti-capitaliste- de l'ensemble de la gauche, qui reste aujourd'hui orientée soit sur le social-libéralisme, soit sur un hypothétique retour à un capitalisme régulé.

C'est pourquoi, dans la situation actuelle, nos propositions politiques doivent se situer sur un double plan :

- a) l'unité d'action pour la mobilisation
- b) La proposition d'une alternative anti-capitaliste soutenant la perspective d'un gouvernement au service des travailleurs.

Cette configuration politique explique donc, les raisons pour lesquelles, la question d'un gouvernement des travailleurs ne peut se poser au travers d'une formule de gouvernement « arithmétique » composée de partis et organisations clairement identifiés. Elle se pose au travers de ses tâches, au travers des grandes lignes d'un programme anti-capitaliste, « sous une forme algébrique », comme l'indique Trotski, dans ses discussions avec les communistes français en 1922, et comme nous l'avons repris, en maintes occasions, notamment après mai 68 avec le manifeste de la Ligue communiste, ou au travers des propositions d'un plan d'urgence anti-capitaliste.

### **3) La question du front unique contre le fascisme, en Allemagne**

C'est la proposition centrale de Trotski contre la montée du fascisme. Elle s'opposa, terme à terme à la politique de division du KPD stalinien. Au-delà du rejet de toute la politique visant à assimiler la social-démocratie au fascisme, ce qui est apparu comme décisif dans les propositions de Trotski, c'est le refus de tout ultimatum, la nécessité de prendre en compte la réalité du mouvement ouvrier, avec ses organisations syndicales réformistes, ses partis sociaux-démocrates et communistes pour dresser un front unitaire contre le fascisme, de voir le mouvement ouvrier telle qu'il était et pas telle que l'inventaient les staliniens. Dix années après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht par les corps francs dirigés par Noske et Scheidemann, responsables sociaux-démocrates, Trotski préconisait de reprendre le chemin de l'unité d'action avec la social-démocratie, qui restait le courant majoritaire du mouvement ouvrier allemand. Le parti communiste montait en puissance, mais la social-démocratie restait dominante. L'urgence antifasciste exigeait la réalisation de l'unité des organisations, au-delà de toutes les divergences, de toutes les divisions politiques et organisationnelles.

En reprenant, les textes de Trotski sur l'Allemagne, qui sont, parmi les textes les plus élaborés et les plus systématiques, sur la question du front unique, -certes dans une situation de déchirement et de gravité pour le mouvement ouvrier- on peut faire plusieurs remarques :

\* Trotski insiste, dans cette situation exceptionnelle, sur le caractère plutôt défensif de la politique de front unique : *« Il faut avoir présent à l'esprit le fait que la politique de front unique est beaucoup plus efficace dans la défense que dans l'attaque. Les couches conservatrices ou arriérées du prolétariat sont entraînées plus facilement dans une lutte pour défendre les acquis que pour la conquête de nouvelles positions... »*

\* Il insiste sur la nécessité d' « un programme pratique d'accord » des ouvriers communistes et sociaux démocrates et il ajoute *« Les accords électoraux, les marchandages parlementaires conclu par le parti révolutionnaire avec la social-démocratie servent, en règle générale, la social-démocratie. Un accord pratique pour les actions de masse, pour des buts militants se fait toujours au profit du parti révolutionnaire »*.

\* Il continuait *« Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou les dirigeants des syndicats allemands, aucune publication, aucun drapeau, aucune affiche commune ! Marcher séparément, frapper ensemble ! »* Ces formules, peuvent paraître, aujourd'hui excessives mais elles soulignent un vrai problème : la nécessité de distinguer l'unité d'action de l'intervention de l'organisation révolutionnaire, de veiller « à ne pas se lier les mains ».

\* Enfin, Trotski revient sur le caractère « pratique », « réaliste » du front unique, en rejetant

l'application « purement formelle, décorative » mise en œuvre par la direction ultra-gauche du KPD allemand :

*« Les organes dirigeants du parti communiste s'adressaient aux réformistes avec la proposition de lutter en commun pour des mots d'ordre radicaux qui ne découlaient pas de la situation et qui ne correspondaient pas à la conscience des masses. Les propositions eurent un caractère de coups chargés à blanc.. La politique de front unique, d'après son essence même, ne peut être fertile que sur la base de l'appréciation réaliste de la situation et de l'état d'esprit des masses ».*

Enfin, une interrogation ? Pourquoi Trotski qui met au centre de la situation le front unique, traverse-t-il toute la crise allemande sans avancer de proposition de mot d'ordre de gouvernement SPD-KPD ? La division était -elle trop forte pour rendre crédible une telle formule ? Ou bien celui-ci donnait la priorité au caractère « pratique », « réaliste » de la politique de front unique ?

#### **4) Front Unique et Front Populaire**

a) L'expérience du Front populaire a laissé un souvenir positif, non seulement au sein des militants du PCF, mais encore au sein de nombreuses couches de travailleurs non-communistes : c'est parce qu'ils en perçoivent surtout la dynamique unitaire pour le monde du travail, dynamique positive et favorable pour la mobilisation contre le patronat. C'est aussi par ce qu'ils identifient front populaire et conquêtes sociales : les 40 heures, les congés payés, les droits syndicaux.

Mais une première chose doit être systématiquement rappelé : ces droits sociaux et démocratiques n'étaient pas dans le programme de front populaire, concocté par les directions socialistes, communistes et celle du parti radical. Celui-ci était beaucoup plus mesuré. Ces conquêtes sociales sont, avant tout, le résultat de la grève générale qui imposa au « comité des forges »-le patronat de l'époque, la satisfaction de ces revendications. Et le gouvernement de Front populaire se fit fort d'expliquer au patronat, que dans les conditions d'une situation révolutionnaire, il était raisonnable de donner satisfaction aux ouvriers plutôt qu'ils radicalisent leur combat contre le pouvoir capitaliste.

Mais historiquement, la vision largement répandue, essentiellement par les soins des historiens et dirigeants réformistes, est de confondre l'expérience du gouvernement de front populaire et la grève générale.

b) Ernest Mandel revient sur ce problème dans un texte de polémique avec Louis Althusser, sur les questions du « Front populaire » :

*« Mais justement, toute l'équivoque est là. Le Front Populaire, ce n'est pas seulement la dynamique unitaire. C'est aussi et surtout la dynamique unitaire déviée de ses objectifs anti-capitaliste naturels vers des objectifs et des formes de gouvernement compatibles avec la survie de l'Etat bourgeois et de l'économie capitaliste. Avec l'Union de la gauche -comme déjà avec l'union de la résistance-on a assisté à un processus analogue ;*

*Pour des militants, des travailleurs, il s'agissait avant tout de rétablir l'unité des forces du travail. Pour des dirigeants du PS et du PCF, il s'agissait au contraire d'une opération de collaboration de classe tendant à assurer la survie des institutions de l'Etat bourgeois et de la propriété privée en France, dans des conditions d'un essor du mouvement de masse qui menacerait de les renverser. »*

Les fronts populaires ou les gouvernements de type front populaire émergent en général dans des situations de montée du mouvement de masse.



Il y a donc d'une certaine manière, et de façon croisée, deux aspects différents, dans le front populaire : d'une part l'alliance au sommet des directions sur la base d'un programme de respect de l'ordre capitaliste, et d'autre part, l'unité des travailleurs et de leurs organisations qui chargent ces fronts populaires d'un autre contenu, celui de la satisfaction de leurs revendications. Et les difficultés tactiques auxquelles nous sommes confrontés résultent d'une situation où les mouvements de masse ne voient pas clairement la contradiction entre ces deux aspects...

c) Dans une telle situation, Trotski, tant en France qu'en Espagne, s'opposa à toute participation des révolutionnaires dans les coalitions puis dans les gouvernements de fronts populaires, non seulement parce que des partis bourgeois constitués ou des « ombres » de la bourgeoisie -les courants bourgeois en Espagne de Juillet 36 à la fin de la guerre civile- pesaient largement sur ces coalitions mais parce que la politique des organisations réformistes et staliniennes dominantes dans les fronts populaires visait à ne pas remettre en cause le système capitaliste. Ce fut un des points de discorde avec la direction du POUM, en Espagne. En effet, la participation des révolutionnaires, même les plus sincères, comme était les militants du POUM, à ce type de gouvernement de collaboration de classes, ne pouvait que les lier et les subordonner à la politique menée par ces derniers.

En effet, et ce fut l'accusation principal de Trotski contre le POUM : dans le moment les plus critique, la participation d'Andrés Nin et de ses camarades au gouvernement de front populaire, les empêchèrent voir les conduisirent à s'opposer aux organismes résultant d'une dualité de pouvoir. Ainsi, en juillet 36, le POUM participa à la reconstitution du gouvernement bourgeois de la « Généralitat Catala », suivant en cela, les anarchistes de la CNT, et appela à la dissolution du Comité Central des Milices, pouvoir politique et militaire de la contre insurrection populaire contre les fascistes.

La leçon, pour Trotski, c'est, une nouvelle fois, l'impossibilité, pour les révolutionnaires de construire une alternative à la politique réformiste tout en soutenant ou participant à des gouvernements de ce type. La participation à ces gouvernements étouffe la dynamique révolutionnaire.

d) Mais les indications de Trotski, plus que celles des trotskistes français ou espagnols (ceux qui étaient restés hors du POUM) d'ailleurs, ne se réduisaient pas à l'opposition entre « front populaire » et « gouvernement ouvrier et paysan ». Celles-ci cherchaient aussi à cibler des revendications concrètes politiques-la rupture des partis ouvriers avec les partis bourgeois- ou sociales- revendications salariales issues des grèves, contrôle de la production, terre aux paysans, bref des exigences précises qui opposaient la dynamique des mobilisations des masses à la politique des directions.

Elles soulignaient, la nécessité de s'appuyer sur le mouvement d'en bas ; C'est le sens de toute l'importance que qu'il donne aux « Comités d'Action de front populaire » ; Il ne s'agit pas de construire d'autres organismes de combat à côté du mouvement du front populaire. Il s'agit de participer, de construire les structures de base du front populaire pour opposer la volonté des travailleurs et des citoyens à la politique des directions. C'est ce qu'il développe, en 1935 dans un texte intitulé « Front populaire et comités d'action » :

*« Le front est par définition l'organisation directe et immédiate de la lutte. Le front populaire défend la démocratie, qu'il commence alors par l'appliquer dans ses propres rangs. Cela signifie : la direction du front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte. Comment ? Très simplement, par des élections. La seule chose que les ouvriers conscients exigent de leurs alliés véritables ou possibles, c'est qu'ils luttent effectivement ». L'objectif, c'est « construire un nouvel appareil de la lutte ». Ainsi, s'il écarte la participation des révolutionnaires au*

sommet du « front », il défend vigoureusement la nécessité de s'intégrer, à la base du front populaire au travers d'un mouvement des comités d'action.

e) Un retour sur cette expérience nous aurait, peut-être permis d'avoir une tactique plus efficace lors de toute la période de l'union de la gauche et du programme commun, de 1972 à 1978. Il ne s'agit pas de revenir ici, sur nos premières hésitations sur une surévaluation de la dynamique de l'Union de la gauche en comparant abusivement les situations française et chilienne ou sur nos débats de caractérisations du PS, ou notre retard, sur la nécessité de mener, dès 76-77 une bataille centrale pour l'unité des travailleurs et de leurs organisations contre la politique de division menée à l'époque par le PCF.

Mais nous voudrions souligner deux problèmes d'orientation. Le premier, c'est de rappeler la nécessité vitale d'avoir maintenu une indépendance vis-à-vis de l'Union de la gauche. L'union de la gauche était une coalition des partis de gauche, de partis ouvriers réformistes sur la base d'un programme de collaboration de classes. Il est de bon ton aujourd'hui de présenter le programme commun comme un programme des plus radicaux, et en tout cas supérieur à bien de nos programmes d'urgence. Nous ne partageons pas cette appréciation. Il est vrai, qu'en comparaison des positions actuelles du PS et du PCF, le programme commun apparaissait comme un programme de transformation sociale. Dans ce sens, il comportait une série de mesures positives : un nombre important de nationalisations, de nouveaux droits sociaux et démocratiques comme le droit de veto des CE, une série de revendications sociales sur les salaires ou sur l'emploi, mais le programme commun restait dans un cadre bourgeois sur deux grandes questions : le respect de la logique globale de l'économie capitaliste -malgré les nationalisations- et du fonctionnement des institutions de la V<sup>e</sup> république, point cardinal qui aura permis à Mitterrand d'ailleurs de vider, ce programme de ses points positifs, et d'assurer un fonctionnement paisible des institutions tout en menant sa politique de restructuration libérale...

À la différence du programme commun, toutes nos formulations dans les plans d'urgence ou programme d'action que nous avons élaboré se situent sur le terrain de la rupture avec le capitalisme et d'une transition avec une démocratie socialiste, notamment sur les deux questions clé indiquées, la logique du profit et de la propriété capitaliste et les institutions (même si, selon la conjoncture nous ne donnons pas une place centrale à cette dernière question). Encore une fois, ce n'a jamais été le cas du programme commun.

Dès 1978, Ernest Mandel, signalait le problème sur un plan socio-économique :

*« Comment un gouvernement d'union de la gauche assurera l'essor d'une économie qui reste foncièrement capitaliste au sein de laquelle la majorité des moyens de production reste propriété privée, qui reste insérée dans l'économie capitaliste internationale sans redresser le taux de profit, ce qui ne peut se faire qu'aux dépens des travailleurs, par le truchement d'une politique d'austérité ? »* Bien vu.

Contrairement aux belles déclarations de Mitterrand, *« le programme commun ne portait pas un projet de rupture avec le capitalisme »*, il constituait une réponse des directions réformistes à la mobilisation de masses de mai-juin 68 pour la canaliser sur un terrain électoral dans le cadre du respect des institutions et des lois du système capitaliste ;

e) A ce moment, nous avons eu de réelles faiblesses, pour trouver les voies et les moyens de participer au large débat programmatique qui a occupé le mouvement ouvrier durant toutes ses années, en nous saisissant plus fortement de telle ou telle revendication pour la pousser jusqu'au bout et de proposer sur ces points des actions ou campagnes unitaires. Faiblesses, que nous avons retrouvées dans la proposition de structures à la base pour agir et débattre sur les principales

revendications du moment. Ainsi, la proposition de Comités d'Union Populaire ou de Comités d'Union de la Gauche aurait dû être expérimenté pour vérifier les possibilités d'un tel dialogue. Néanmoins, n'oublions pas, les rapports de forces de l'époque au sein du mouvement ouvrier, et les capacités de contrôle, en particulier du PCF, qui constituaient un vrai facteur de blocage de la discussion politique ;

f) Avec ce même souci -comment s'appuyer sur la dynamique du mouvement de masse, tout en le retournant contre ces directions- Trotsky distingue diverses formules de gouvernement selon les conjonctures et les rapports entre mouvements de masses et partis.

Ainsi, en 1934, alors que la direction du PCF, enfoncé dans la politique de division ,dite de la III<sup>e</sup> période, s'oppose à l'unité des travailleurs et de leurs organisations, Trotsky met l'accent sur le front unique :

*« Le but du front unique ne peut être qu'un gouvernement de front unique, c'est-à-dire, un gouvernement socialiste communiste, un ministère Blum Cachin... .S'il se prend au sérieux, il ne peut se dérober au mot d'ordre de conquête du pouvoir... le front unique ne renonce pas à la lutte parlementaire. Mais il utilise le Parlement avant tout pour démasquer l'impuissance du Parlement et expliquer au peuple que le gouvernement actuel a une base extra parlementaire et qu'on ne peut le renverser que par un puissant mouvement de masse... »* Plus loin , toujours dans le même article, *« Où va la France , octobre 1934 »*, il précise, *« la campagne du front unique doit s'appuyer sur un programme de transition bien élaboré, c'est à dire un système de mesures qui -avec un gouvernement ouvrier et paysan- doivent assurer la transition du capitalisme au socialisme »*. Là aussi *« front unique »* et *« gouvernement de front unique* sont liés par un système de mesures transitoires, dans un contexte de situation prérévolutionnaire : 1934-36 en France et en Espagne...

Mais même dans cette situation, Trotsky fait la différence entre des situations où les réformistes sont dans l'opposition et lorsqu'ils sont au pouvoir. A partir de juin 36, Trotsky, développera une série de revendications sociales, démocratiques, et politiques mais sans les lier à une formule de gouvernement socialiste communiste, formule positive ; il s'agit , à chaque fois, de rechercher des mots d'ordre ou revendications qui visent à mobiliser les masses tout en distillant et en organisant la défiance vis-à-vis des réformistes.

f) On est, ainsi frappé, dans les lignes qui suivent de Trotsky, par la flexibilité tactique de ses propositions vis-à-vis du gouvernement de Blum. Positions, développées en juillet 36, c'est-à-dire après le mouvement de grève générale :

*« Répéter ce mot d'ordre de grève générale sans le définir ni le concrétiser serait une faute. Nous devons bien comprendre, nous-mêmes, que la prochaine grève sera, selon toute vraisemblance, dirigée non contre le gouvernement Blum, mais contre les ennemis de ce gouvernement, les 200 familles, les radicaux, le Sénat, la haute bureaucratie, l'état-major etc. Tout l'art de la stratégie consiste à orienter l'avant-garde vers le caractère de cette nouvelle lutte acharnée contre les ennemis du prolétariat en dehors du front populaire, mais aussi dans les rangs mêmes de ce front. Nous ne mettons pas Léon Blum dans le même sac que les « de Wendel et de La Roque ». Nous accusons Blum de ne pas comprendre la formidable résistance des de Wendel et de La Roque. Nous devons répéter qu'en dépit de notre opposition irréductible au gouvernement Blum, les ouvriers nous trouveront en première ligne pour combattre ses ennemis impérialistes. C'est là, une nuance très importante, décisive, même pour la période qui vient »*

Et plus loin, il ajoute sur cette même question *« Quand, nous disons que le moment n'est pas encore venu de combattre de front le gouvernement Blum, nous ne voulons pas dire par là qu'il faille le protéger mais seulement qu'il faut l'attaquer sur ses flancs. Son flanc droit ce sont les radicaux. Il*

*faut nuancer, personnifier notre critique du gouvernement, réservant nos coups les plus terribles aux ministres radicaux, et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes que ce sont les Daladier, Delbos qui sabotent ce qui est progressif dans le programme de Blum. Le mot d'ordre ne peut pas être « A bas le gouvernement Blum. Mais il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum »*

On peut, encore remarquer que tout en distinguant « Blum » et « De Wendel », et tout en concentrant le tir sur les radicaux, Trotski ne formule pas de mots d'ordre de gouvernement en positif, du type « gouvernement socialiste-communiste ».

Ces « nuances » sont instructives pour définir une tactique politique. Une fois, avoir dégagé une orientation d'opposition à toutes les formules de gouvernement de gestion capitaliste, les révolutionnaires ne considèrent pas tous les gouvernements bourgeois ou toutes les variantes de gouvernement de gauche de la même façon. La politique de ces gouvernements, leur composition, leurs rapports aux mouvements de masse, leur relation à la crise sociale et politique, l'état d'esprit et le niveau de conscience des travailleurs doivent être pris en compte, pour définir une tactique politique. Ainsi, par exemple, les rapports des masses avec la gauche n'est pas de même nature lorsque cette dernière est dans l'opposition ou au gouvernement. Sur un autre plan, si nous refusons tout soutien global ou participation à des gouvernements de gauche, nous déterminons notre position concrète vis-à-vis de ce type de gouvernement en fonction de sa politique. Nous pouvons soutenir telle ou telle mesure si nous la jugeons progressive.

De tous ces débats, il faut retenir, la nécessité de nuancer ou de distinguer, en politique. Mais il faut reconnaître que le social libéralisme qui domine actuellement la gauche internationale a simplifié ce débat. Les derniers gouvernements de ce type ont été les gouvernements de l'Unité populaire chilienne, nous y reviendrons, et peut-être les gouvernements de la révolution des œillets au Portugal. Mais déjà, nous nous étions trompés en caractérisant le gouvernement de Mitterrand de gouvernement de « type front populaire ». C'était le premier gouvernement d'alternance dirigée par la gauche française. Loin de représenter des « gouvernements de crise », les gouvernements de gauche, se sont aujourd'hui, moulés dans l'alternance libérale qui passe de la droite conservatrice à la gauche libérale, évolution qui conduit la gauche anticapitaliste à une opposition globale à ces gouvernements. De ce point de vue, il faut périodiser, le rapport au gouvernement, n'aura pas été le même dans l'élan de 68 jusqu'à 78, et ne 81 dans le contexte déjà affirmé de la contre offensive libérale.

## **5) Retour sur des discussions autour du programme de transition**

Revisiter l'histoire de nos débats à partir du Programme de Transition, (Trotski, 1938) peut apparaître comme une discussion scolastique ou talmudique diront certains, pour savoir qui défend « le livre », mais au-delà des formules, combien de discussions, de résolutions de congrès, mais aussi d'expériences et d'interventions politiques de notre mouvement.

a) Le passage le plus utilisé pour expliquer une démarche transitoire sur la question gouvernementale, trace une perspective : *« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient à notre avis, constituer, le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».*

b) Ces différentes séquences : « rupture avec la bourgeoisie », « soutien contre la réaction » et

« défense d'un programme d'un gouvernement ouvrier et paysan », ont en général été fusionnés et ramassés dans des formules du type « gouvernement PS-PC » ou gouvernement PS-PC sur un programme anti-capitaliste »...En associant ces formules tactiques avec la perspective d'un gouvernement ouvrier, notre mouvement a souvent opéré par analogies et généralisations hâtives, indépendamment de la situation concrète.

Pourtant, dans le programme de transition, nombre d'indications pouvaient nous conduire à la prudence :

\* Trotski envisageait cette perspective dans le cadre d'une situation pré-révolutionnaire ou révolutionnaire. Ses références étaient celles du mot d'ordre bolchevik, adressé aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires, en pleine crise révolutionnaire et sur la base des « soviets » révolutionnaires *« rompez avec la bourgeoisie, prenez dans vos mains le pouvoir »*.

\* Ce mot d'ordre avait une valeur éducative, *« pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II et III internationale »*... *« Comme mot d'ordre anti-bourgeois et anticapitaliste »*... Et *« en aucun cas dans le sens « démocratique... faisant de lui alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie »*.

\* Le programme de transition indiquait clairement que *« les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes révolutionnaires, social-démocrates, stalinien, anarchistes), même après les conditions très favorables en France et en Espagne, sont incapables de créer un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement indépendant de la bourgeoisie ) »*.

C'est la raison pour laquelle, LT a en général utilisé ces formules comme une dénonciation de la politique des directions traditionnelles et a toujours veillé à ce qu'elles soient employées ne distillent pas d'illusions sur la politique des directions.

En essayant de projeter des formules liées aux crises pré révolutionnaires ou révolutionnaires, dans des situations qui ne l'étaient pas, nous avons pu dans le passé, avoir des formules qui laissaient croire que les PS et PC pouvaient avoir une politique anticapitaliste, alors que ni la situation ni la cristallisation réformiste et bureaucratique de ces partis pouvaient les conduire à un infléchissement net de leur politique dans cette direction. Et, comme nous sentions bien qu'un gouvernement PS et PC ne pouvait pas être un gouvernement ouvrier par la composition de ses membres, nous mettions l'accent sur le programme... Ainsi nous étions pour un gouvernement PS-PC qui satisfasse les revendications ouvrières ou qui applique un programme anticapitaliste...

Mais les formules complexes ont toujours tendance à être simplifiées par les masses. De notre formule, on ne retenait que la composition du gouvernement qu'on préconisait : « PS-PC »...Et non les dix revendications ou le programme que par ailleurs, nous défendions. Cette approche nous a conduit, en particulier dans la conjoncture 78-82, à sous-estimer les délimitations nécessaires avec la politique de ces partis...

c) A notre décharge, une tendance à surestimer les potentialités de la situation politique. N'oublions pas que nous pensions, qu'une victoire de l'Union de la gauche, que nous caractérisions à tort, comme un gouvernement de type front populaire, conduirait à une crise révolutionnaire. Là aussi , nous n'avions pas pris en compte les changements qualitatifs de la fin des années 70.

d) Mais, bien au-delà de toutes ces formules, cette politique était développée dans une conjoncture historique bien déterminée, où, selon LT, *« les problèmes de l'humanité se concentraient dans celui de la crise de direction révolutionnaire »*, formule exagérée mais qui illustre bien, l'acuité des contradictions du système capitaliste... Pour reprendre le programme de transition, celui-ci

expliquait même « *qu'il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, Krach financier, offensive révolutionnaire des masses,) les partis petits-bourgeois, y compris les staliniens puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.* »

Aujourd'hui, la période historique exige une réorganisation d'ensemble du mouvement ouvrier. Les problèmes ne se concentrent pas « *dans la crise de direction* »... La force propulsive de la révolution russe s'est épuisée. Il faut de nouvelles expériences, de nouvelles organisations, de nouveaux programmes révolutionnaires. Certes, nous n'avons pas de réponses sur les voies et les moyens d'une conquête révolutionnaire au XXI<sup>e</sup> siècle, mais nous ne partons pas de zéro. Nous avons des décennies de combat et d'expériences révolutionnaires, et aussi des difficultés et des échecs... Mais nous pouvons toujours apprendre de l'expérience.

C'est sous l'angle des questions du front unique et du gouvernement que nous avons abordé ces problèmes en indiquant les continuités et discontinuités... Les coordonnées des batailles de front unique ne sont plus les mêmes. Front unique et gouvernement ouvrier pouvaient fusionner dans des conjonctures pré-révolutionnaires. Cela pourrait se reproduire mais sous des formes totalement nouvelles. Mais dans la situation actuelle, qui n'est ni prérévolutionnaire ni révolutionnaire, il y a une certaine discordance des temps, des formes et des contenus. Les accords pratiques unitaires ne conduisent pas « automatiquement » à des perspectives gouvernementales. Les rapports à la rupture et aux institutions sont passés par là. Penser que des accords de front unique peuvent déboucher sur un gouvernement de front unique, sans des discontinuités radicales visant à déstabiliser le système, c'est tomber dans le « travers parlementaire » du front unique et du gouvernement des travailleurs. Essentiellement parce que, depuis plusieurs décennies, et encore plus depuis la transformation social-libérale du mouvement ouvrier, la cristallisation réformiste et bureaucratique paralyse le mouvement ouvrier, et dans ces conditions « mêmes des circonstances exceptionnelles » ne conduiront plus les formations réformistes libérales, à la rupture avec la bourgeoisie.

Nous ne sommes pas confrontés, aujourd'hui dans la France des années 2005 à des courants ou partis comme les socialistes indépendants en Allemagne ou ceux de la gauche chilienne ou des courants nationalistes ou socialistes révolutionnaires qui apparaissent en Amérique latine. Le mouvement ouvrier réformiste ne doit pas être contourné. Il peut constituer un allié tactique dans la lutte contre le patronat mais pas un partenaire pour une perspective gouvernementale. D'autant que l'évolution de la situation, des techniques de communication des rapports de forces nous ont conduit, et c'est tant mieux, à sortir d'une situation où nous faisons de la politique par procuration, une espèce de front unique de l'extérieur, où nous sommions les autres de faire... Sans commencer à faire nous-mêmes... Il faut faire de la politique comme une direction potentiellement alternative et donc combiner du mieux possible, dans une démarche transitoire, des propositions pratiques et assumées comme parti, conduisant à modifier les rapports de forces, à faire avancer un projet socialiste en liant la lutte pour les revendications de tous les jours et une perspective de transformation révolutionnaire de la société.

## **6) Le MIR et l'Unité Populaire de 1970-1973 au Chili**

Dans les années 70-73, le Chili a vécu une situation révolutionnaire, marqué par une extraordinaire mobilisation populaire. Peut-être, dans un pays dépendant mais avec un mouvement ouvrier « classique » l'expérience révolutionnaire des années 70, la plus avancée en termes de combativité, de conscience et d'organisation. A posteriori, la sauvagerie de la répression militaire a montré de

manière symétriquement inversée, quelle avait été la profondeur du processus révolutionnaire. Dans cette crise, une organisation, avec laquelle nous avons des relations fraternelles, s'est distinguée, une des organisations révolutionnaires les plus sérieuses de l'époque, en Amérique latine : le MIR.

Fortement inspiré par la révolution cubaine, le MIR opta dès sa fondation pour une stratégie de lutte armée, sous la forme du « *caractère irrégulier et prolongé d'une guerre révolutionnaire* ». Ce schéma stratégique surdéterminera toutes ses prises de positions politiques, mais le MIR sera aussi confronté à une situation historique exceptionnelle, une situation prérévolutionnaire, marquée par une mobilisation de la classe ouvrière chilienne qui viendra « magnétiser » tout le champ social.

En effet, la victoire électorale de Salvador Allende et du gouvernement de l'Unité populaire, le 4 septembre 1970, va ouvrir une nouvelle période historique pour le Chili. Résultant d'une montée des mouvements de masses dès les années 66-67, cette victoire électorale des partis ouvriers va provoquer une acuité des contradictions de classes sans précédent, qui se dénoueront, malheureusement pour le peuple chilien, par le coup d'Etat de Pinochet.

L'unité populaire sous la direction de Salvador Allende était composée de plusieurs formations de gauche, : Le parti socialiste chilien constituait un parti socialiste d'un type particulier qui était à l'époque dirigé par des tendances de gauche et se réclamait d'une politique de « front des travailleurs ». Le parti communiste - un des partis les plus staliniens d'Amérique latine - incarnait au gouvernement la pointe avancée de la politique légaliste de l'Unité populaire vis-à-vis des institutions et des forces armées chiliennes. L'Unité Populaire comprenait enfin deux autres partis issus de la gauche chrétienne, le MAPU et la gauche chrétienne.

Mais au-delà de la politique de la direction de ces partis, l'Unité Populaire représentait une base sociale populaire majoritaire qui allait polariser la société chilienne.

Après de premières hésitations de secteurs de la Démocratie Chrétienne, l'ensemble des forces bourgeoises, vont se déchaîner contre le nouveau pouvoir, et surtout contre le processus de mobilisation et d'organisation des travailleurs.

En effet, considérant le gouvernement d'Unité Populaire, comme « leur gouvernement », les ouvriers et les paysans vont progressivement vouloir contrôler et gérer leurs entreprises, occuper leurs terres, bref prendre en charge la marche de l'économie et de la société. Les ouvriers exigeront l'extension du champ des nationalisations, et leur contrôle ; Les paysans s'engageront dans un mouvement d'occupation des terres.

Ce processus d'auto-organisation s'approfondira d'autant, que la droite et le patronat multiplieront les sabotages, dans l'administration, dans les transports, dans l'approvisionnement des classes populaires... Des juntas d'approvisionnements (JAP), des coordinations de « commandos communaux » dans les poblaciones, de syndicats de la CUT au travers des « cordones industriales » vont se développer.

Les affrontements de classes déboucheront sur un processus de dualité de pouvoir, entre les travailleurs, leurs organisations et d'un autre côté la droite et le patronat.

Dans cette confrontation, la politique des directions de l'Unité Populaire, surtout du Parti Communiste aura été de freiner ce mouvement, de s'y opposer dans certains cas, pour le canaliser dans un cadre « constitutionnaliste », c'est-à-dire dans le cadre de la légalité dictée par les classes dominantes et l'armée. C'est Allende qui intégra des représentants des forces armées au sein du gouvernement, dès Octobre 1972, et qui, appela Pinochet au gouvernement, le nommant même, en Juillet 1973-deux mois avant le coup- responsable des « relations entre la CUT et les forces armées !!

C'est Luis Corvalan, secrétaire général du parti communiste chilien qui déclarait, en octobre 1972 : *"Il ne fait aucun doute que le cabinet au sein duquel sont représentées les trois branches des forces*

*armées constitue une digue contre la sédition » !!*

Le MIR, à sa manière, s'opposa à cette orientation réformiste, en luttant pied à pied contre les concessions puis les capitulations des directions de l'Unité populaire face aux forces armées. Il dénonça toutes les politiques d'alliances avec la bourgeoisie et les militaires. Il participa et stimula tous les processus d'auto organisation, joua un rôle clé dans le développement des « commandos communaux ». Il eut une responsabilité décisive, dans la naissance de l'assemblée populaire de Concepcion, en Juillet 1972 : « Tous à l'assemblée du peuple pour dénoncer le caractère contre-révolutionnaire du Parlement », tel était l'axe d'un appel au front unique que signa l'ensemble des organisations sociales et politiques de gauche... À l'exception du Parti Communiste chilien.

Le MIR aura défendu la nécessité d'une alternative politique au réformisme. Le MIR était une organisation dont la volonté et la sincérité révolutionnaires ne font pas de doute. Des milliers de militants révolutionnaires dans le monde, dont ceux de la LCR des années 70 se sont identifiés aux couleurs rouges et noires du MIR... Mais ces références doivent aussi s'accompagner, aujourd'hui, d'un bilan critique sur les hésitations, faiblesses ou erreurs stratégiques de la direction miriste.

Moulée dans les conceptions stratégiques de « guerre prolongée », la direction du MIR est intervenue dans le processus révolutionnaire, plus pour accumuler des forces dans la perspective de la « guerre de demain ou d'après-demain » que dans le dénouement d'une crise révolutionnaire résultant de la dualité de pouvoir des années 72 et 73.

Du coup, la direction du MIR, a sous estimé les délimitations nécessaires face au gouvernement de l'UP. Son rôle a surtout été celui d'une force de pression sur le gouvernement... Alors que le mouvement des masses considérait que ce gouvernement, surtout après l'entrée des militaires, en octobre 72, était « de moins en moins leur gouvernement et de plus en plus un gouvernement de merdes », le MIR estimait toujours qu'on pouvait « gauchir » la politique de l'UP. Du coup, tout en jouant un rôle exemplaire dans les mobilisations contre la droite et les fascistes, le MIR ne s'orienta pas suffisamment sur la préparation de grèves générales en vue de paralyser le pays face aux putschistes. De même, les militants du MIR eurent une place décisive dans l'émergence d'organismes de double pouvoir, mais les initiatives de centralisation de la dualité de pouvoir manquèrent dans l'affrontement qui se préparait. Ainsi face à l'appareil de la CUT, contrôlé par le PC chilien, qui voulait cantonner les « cordones industriales » comme structure de coordination syndicale le MIR refusa « le parallélisme » des « cordones », c'est-à-dire leur transformation en coordination élue des assemblées de travailleurs.

Ne se situant pas dans une perspective de pouvoir liée à la conjoncture révolutionnaire des années 70-73, le MIR n'a pas défendu une perspective de gouvernement des ouvriers et des paysans, appuyée sur les comités - cordones, juntas, assemblées. Il aurait pu, dans la continuité de l'expérience de l' « Assemblée de Concepcion », s'adresser aux partis de l'unité populaire, pour qu'ils rompent avec les forces armées et un Parlement dominé par la droite de la démocratie chrétienne et, prennent le pouvoir en coordonnant les structures d'auto organisation et de mobilisation populaire. Mais là encore, de quelle légitimité institutionnelle, un gouvernement de « l'UP sans les militaires » avec le soutien du MIR pouvait-il se revendiquer ? D'une assemblée nationale dominée par la démocratie chrétienne ? Sûrement pas. Il n'y avait pas d'autre voie que de s'appuyer sur les structures d'auto organisation. L'explosivité de la situation, l'ampleur de la mobilisation populaire, la radicalisation de secteurs significatifs de la gauche -au sein du PS, de la gauche chrétienne, des bases du Parti communiste, et la force du MIR pouvaient traduire cette politique en force matérielle. Peut-être le moment le plus favorable pour déployer cette politique aura été, après le « Tankazo », premier coup d'Etat avorté des militaires en juin 1973 ? Il y a eu un moment favorable, qui en tout cas, n'a pas été exploité à fond.

Enfin, sur le plan militaire, si le MIR fut l'organisation qui prit le plus d'initiatives, de la protection



de mobilisations à celle de Salvador Allende, l'activité militaire principale du MIR n'était pas orientée sur l'autodéfense des mouvements de masses, sur des initiatives préparant une insurrection populaire ou à un travail de droits démocratiques et de subversion dans l'institution militaire -le MIR commença un travail dans l'armée durant les dernières semaines avant le coup-, - elle était tournée vers les activités militaires de parti, ses patrouilles, ses casernes, son armement... Accumulation de forces qui visait à préparer les prochaines étapes de la « guerre prolongée »...

Rien ne permet, bien sûr, d'affirmer qu'une autre stratégie aurait évité la défaite. La responsabilité majeure incombe aux directions réformistes majoritaires. Il y a trop de paramètres socio-historiques dans une situation révolutionnaire pour qu'une « ligne juste » suffise à répondre du résultat...

Nombre de ces leçons ont été tirées par des militants du MIR ou de la gauche révolutionnaire latino-américaine. Elles peuvent paraître bien loin de nos objectifs quotidiens de résistance contre le libéralisme, mais elles doivent rester présentes dans notre réflexion politique pour regarder l'horizon

## **7) Le Brésil de Lula**

a) L'expérience brésilienne est une épreuve majeure pour la gauche révolutionnaire latino-américaine, et en particulier la DS, la section brésilienne de la IV<sup>ème</sup> internationale. Elle a et aura des répercussions internationales. Cette expérience est inédite pour notre mouvement, puisque nous y avons été confrontés non comme organisation indépendante mais comme courant d'un parti des travailleurs.

Comme des millions de brésiliens et de latino-américains, nous nous sommes réjouis de la victoire de Lula, mais dès les premières déclarations de ce dernier et les nominations des principaux responsables brésiliens, nous étions fixés sur la politique de ce gouvernement. Il s'affirmait dans la continuité de l'ancien président libéral Cardoso. Il assurait respecter tous les engagements du Brésil vis-à-vis de la banque mondiale et du FMI. Cette politique avait d'ailleurs été préparée pendant la campagne électorale par les alliances que le PT avait noué avec des partis de droite comme le parti libéral de José Alencar et par des axes de campagne qui témoignaient de l'adaptation libérale du parti.

Depuis, la trajectoire a été confirmée.

Excédent budgétaire au-delà des préconisations du FMI pour assurer le remboursement de la dette, coupes sombres dans les budgets sociaux -qui ont, même conduit à la faillite du plan « faim zéro »-, réforme des retraites et des pensions à l'instar des gouvernements bourgeois européens, échec de la réforme agraire -distribution de terres à 115.000 familles par rapport aux 600.000 prévues-, taux de chômage à près de 20 % dans une ville comme Sao Paulo, nouvelles privatisations. Voilà quelques données du bilan Lula, alourdies, dernièrement, par la multiplication de scandales financiers et d'affaires de corruption. L'adaptation, du PT, parti ouvrier de masse au « gouvernement social libéral » a provoqué une immense crise morale et politique du parti. Une partie significative de sa substance militante a été vidée par son intégration dans les affaires économiques et les institutions du Brésil. Toute une partie des cadres, et des responsables historiques s'écartent du parti.

Cette expérience confirme une donnée de la situation mondiale, tous les gouvernements de gauche qui acceptent les politiques néo-libérales et les contraintes fixées par les marchés financiers et les institutions internationales, et qui ne se posent pas la question d'une rupture avec le système capitaliste, sont inévitablement conduits à s'opposer aux intérêts et aux aspirations populaires. Dans les rapports de forces actuels nationaux et internationaux, ce type de gouvernement ne peut avoir « deux âmes... Il ne peut « être en dispute », entre les libéraux et les anti-libéraux, comme le disent

nos camarades de la majorité de la DS. Nous sommes loin des contradictions exprimées dans les gouvernements de type front populaire. Ces gouvernements ne peuvent fonctionner que comme instrument de la politique des classes dominantes, en l'occurrence la politique néo-libérale.

L'enthousiasme populaire des premières semaines, n'a pu renverser les tendances lourdes de la situation. Dans un contexte de faible mobilisation sociale, préexistant à la victoire électorale de Lula, le « gouvernement néo-libéral » a accentué tous les traits négatifs de la conjoncture. Pourtant, une autre politique était possible, pas avec cette direction du PT mais une autre politique s'appuyant sur l'histoire du PT et les rapports de forces existant dans le Brésil de 2002. Malgré les marges étroites laissées par l'impérialisme, la lutte de classes et la lutte politique peuvent se créer des espaces pour faire avancer les droits des peuples. C'est de ce point de vue qu'au dernier forum de Porto Alegre, le débat a été polarisé entre Lula et Chavez. En effet, au-delà, d'une série de particularités de chaque expérience, la différence fondamentale entre les politiques de Lula et Chavez, c'est que dans le premier cas, on accepte les diktats de l'impérialisme et des marchés financiers, dans le deuxième cas, appuyé sur la mobilisation des masses contre la droite, on crée les conditions d'une rupture partielle, avec l'impérialisme. Ce n'est pas rien aujourd'hui. Cela ne fait pas de Chavez, un révolutionnaire prolétarien, mais cela fait de « l'expérience Bolivarienne » un point d'appui des plus significatif, pour les luttes des classes populaires en Amérique latine.

b) Se transformant en courroie de transmission de cette politique, le PT connaît, aujourd'hui, un processus de dégénérescence qui tend à l'aligner sur les méthodes « parlementaristes et affairistes » des autres partis traditionnels brésiliens, mais, à cette étape, il reste un parti ouvrier, et un des lieux décisifs de la réorganisation de la gauche brésilienne. Dans ce sens, la construction du PSOL ne résout pas l'ensemble des problèmes de réorganisation de la gauche brésilienne. Après l'expulsion d'Heloisa Helena du PT, la question d'un nouveau parti relevait un mouvement d'autodéfense des militants exclus. Depuis, l'aggravation de la politique du PT et l'activité du PSOL ont donné une légitimité à la construction d'une alternative extérieure au PT. De même, si un des duels de la prochaine élection présidentielle brésilienne, oppose Heloisa Helena à Lula, le choix, pour des milliers de militants, sera incontournable. La candidature d'Héloisa s'imposera comme celle qui rassemblera toute la gauche anti-capitaliste et même bien au-delà. Mais un rassemblement ouvert, unitaire, démocratique autour de la candidature d'Heloisa ne pourra pas répondre à toutes les dimensions de la crise du PT. Il faut, à l'intérieur du PT, regrouper une gauche « anti-gouverniste », stimuler les oppositions et les différenciations de gauche, trouver les passerelles entre les gauches du PT et le PSOL. Cela exige un PSOL ouvert qui apparaît vraiment comme une expérience qui tire tous les enseignements de la crise du PT. En même temps, il faut « sauver » les forces vives et saines du PT et essayer, à moyen terme, de faire converger tous ces courants dans une même perspective anticapitaliste. Les mouvements actuels des gauches du PT indiquent, encore, les possibilités existantes dans certains secteurs du PT.

c) Dans un tel contexte, la gauche du PT, et la DS, ne devait pas participer au gouvernement. Nous avions indiqué nos réserves voire notre opposition à cette politique, mais les camarades de la direction de la DS, à quelques exceptions près-dont les camarades Joao Machado et Zé Coréa- ayant décidé de participer au gouvernement, nous avons décidé au congrès mondial d'accompagner leur expérience, en souhaitant, d'abord qu'elle soit la plus brève possible et ensuite, la moins coûteuse pour notre section.

Quelle était l'argumentation de la DS ?

« Nous sommes partie intégrante de l'histoire, de la construction, de la direction du PT. Le PT accède au pouvoir, les militants du parti et les masses ne comprendraient pas que nous ne participions pas au gouvernement ».

C'était un vrai problème. Mais il fallait, dès le début de l'expérience essayer de dissocier la question du gouvernement et celle du parti. Tout en soutenant de manière critique, le gouvernement, dans les premières semaines, il fallait résister à la pression du parti et surtout à celle de la direction du parti et de Lula lui-même. Nous aurions pu expliquer que nous n'avions pas partagé les axes de la campagne présidentielle de Lula, que nous étions en désaccord avec ses objectifs et la politique fixée par le gouvernement, et que dans ces conditions, tout en soutenant tout ce qui serait positif, nous ne participerions pas à l'exécutif. Nous nous serions fâchés avec Lula. Nous aurions été, peut-être, momentanément isolés. Nous aurions perdu des positions dans le PT, mais nous aurions posé les jalons d'une alternative à l'orientation social libérale de la direction du PT. Nous aurions, avec notre groupe parlementaire, conservé notre liberté de vote et d'action politique ; Nous aurions pu nous opposer plus efficacement à la politique de Lula sur la réforme des retraites, et ce qu'a fait Heloisa Helena à ce moment-là, aurait pu devenir la politique d'une gauche socialiste dans le PT. Nous étions dans le PT, nous y construisions une tendance de gauche, mais nous étions indépendants du gouvernement.

d) La majorité de la DS a fait le choix inverse. Elle a participé au gouvernement. Elle est devenue solidaire de toute sa politique. Elle a tu ses critiques et, avec, une majorité de ses députés, elle a appelé à voter les projets néo-libéraux de retrait des pensions. Et de concessions en concessions, de compromission en compromissions, elle a accepté de soutenir l'essentiel de la politique de Lula. De même, tous les scénarii échafaudés, de participation brève ou de « raid gouvernemental » n'ont pas fonctionné ; La direction de la DS avait évoqué plusieurs fois, dans des discussions informelles, la possibilité de sortir du gouvernement sous le choc d'évènements qui pouvaient ébranler le PT : Un échec de la réforme agraire ? L'assassinat de militants des mouvements sans terre par les milices des propriétaires terriens ? Un mauvais bilan des élections municipales ? Tout cela est arrivé. Et nos camarades sont restés au gouvernement. La logique interne d'une position : la participation gouvernementale et le poids de centaines d'élus ou de permanents du PT ou de la CUT ont pesé plus que ces évènements. Comment expliquer, alors, la politique de la majorité de la DS ? Comment comprendre que des camarades aguerris, fort d'une expérience d'une trentaine d'années dans le mouvement révolutionnaire, aient commis cette erreur historique majeure ? Cela remonte à loin. Il était correct de construire le PT comme parti ouvrier de masse, dans un pays, sans histoire de partis ouvriers de masse indépendants. Mais ce parti a connu une évolution progressive qui s'est accentuée dans les dernières années pour connaître un tournant qualitatif au milieu des années 90. De parti ouvrier basé sur les syndicats-le fameux triangle ABC de Sao Paulo- le PT a connu un « processus d'institutionnalisation » qui l'a conduit à une intégration progressive dans la vie politique bourgeoise brésilienne. À l'approche de la victoire électorale présidentielle, les positions municipales, notamment dans les grandes villes se sont transformées de conquêtes partielles pour le PT et des mouvements sociaux en « lieux d'intégration institutionnelle » de la majorité des cadres du PT.

De ce point de vue, les « expériences de démocratie participative », tout en favorisant la mobilisation de secteurs importants de la population, n'ont pas été suffisamment fortes et généralisées pour constituer un contrepoids suffisant à cette pression. Aussi, les derniers congrès du PT étaient très largement dominés par les élus et les permanents politiques et syndicaux. La direction Lula loin de résister à ce processus l'a approfondi. Et nous avons été entraîné dans ce processus ; Les coordonnées de la situation internationale ont sûrement favorisé ce processus, mais il y avait les ressources, dans ce parti, pour contenir ou refouler ces tendances, mais nous n'avons pas pris la mesure de la profondeur du tournant que connaissait le parti, et surtout sa direction. C'est dans ces années-là que nous avons commis une erreur d'appréciation sur la situation du PT. A ce moment-là, il fallait marquer, plus, nos différences et passer, sur le plan de l'organisation dans le PT, d'un courant idéologique à une tendance plus structurée, avec une politique d'opposition nette au « processus d'institutionnalisation » que connaissait le PT. Cela n'aurait peut-être pas suffi, mais

cela nous aurait situé plus clairement face à la fraction Lula.

e) Cela repose une nouvelle fois, la question de la construction d'un parti des travailleurs. Dans le cadre d'une radicalisation des masses, un parti de ce type peut correspondre à une phase de radicalisation du mouvement de masse. Cela pose deux questions : l'une portant sur l'orientation, l'autre sur l'intervention et la base socio-politique du parti à construire. Sur le plan programmatique et stratégique, les références « classistes » et la perspective d'une « démocratie socialiste » comme les thèmes d'auto-définition du PT (du type « Un parti sans patrons, un parti sans généraux ») ont pu constituer, durant toute une phase, celle des années 80-début des années 90 des références suffisantes, mais dès que la question du pouvoir se rapprochait, les questions de rapports vis-à-vis du gouvernement, des institutions, de l'Etat, de la rupture avec le capitalisme, deviennent centrales... Et, là il fallait des réponses. Les délimitations stratégiques restent inachevées dans le sens où les expériences historiques actuelles ne donnent pas les moyens de préciser comment et par quelles voies conquérir le pouvoir, mais elles indiquent des boussoles indispensables, la lutte de classes, l'unité et l'indépendance de classe, des positions clairement identifiées sur les questions gouvernementales, une pratique démocratique, un combat pour le socialisme démocratique...

Sans porter de jugement sur toute la politique du PSOL, nouveau parti résultant de la crise du PT, ce parti se définit comme un parti anticapitaliste, écologiste, féministe, renouant avec les meilleures traditions du PT. Il se revendique même d'une alliance allant des révolutionnaires- ex-courants morénistes et un secteur de plus en plus important de la DS- à des réformistes authentiques, mais pour ne pas refaire les mêmes erreurs que le PT, il a ajouté, dans ses délimitations, une série de réponses par rapport aux questions de la participation dans les institutions et surtout par rapport à la question gouvernementale... Il a aussi introduit, comme nous le faisons un lien organique entre le combat anti-libéral et la lutte anticapitaliste ; car, en Amérique latine, la gauche radicale a été confrontée dans bien des pays, à des anti-libéraux qui, en refusant de situer leur combat dans une perspective anti-capitaliste, ont couvert, de fait, des orientations qui n'ont pas résisté au libéralisme. C'est le cas, avec des spécificités dans chaque pays, des gouvernements Lagos au Chili, Kirchner en Argentine, Lucio Gutierrez en Equateur, Tabares Vasquez en Uruguay.

Il y a tout un dégradé de politiques mais là aussi, les références à l'anti-libéralisme ne suffisent pas, il faut les mettre en rapport aux revendications des classes populaires, à la mobilisation des masses, et aux questions du pouvoir. Sur le plan de l'intervention et de la base sociale et politique, il faut assurer dans la construction d'un parti des travailleurs ou d'un parti anticapitaliste, un certain équilibre entre l'intervention dans les mouvements sociaux, les expériences de lutte de secteurs de masses et les positions électorales. Il faut, conquérir des positions institutionnelles mais toujours tendre à ce que le centre de gravité du parti soit lié au mouvement de masse ou à des expériences d'intervention dans les syndicats, associations. Et tout en ayant des positions dans les appareils syndicaux ou associatifs, le plus important dans l'intervention de masse du parti doit être liée à des expériences sociales directes dans les entreprises, les communes ou les quartiers.

Pour des raisons historiques particulières liées à l'évolution social-libérale du mouvement ouvrier ou à la crise des partis communistes nous pouvons avoir une place politique ou obtenons des résultats électoraux qui dépassent notre implantation et réalité sociale. Il faut donc, être conscients de ces « distorsions » et mettre toujours l'accent sur l'intervention dans la lutte de classes directes. Enfin, il faut accorder une attention toute particulière à tous les mécanismes de lutte contre l'institutionnalisation ou bureaucratisation des organisations : contrôle des élus, salaires et revenus des permanents, limites des temps de permanents, rotations des responsables etc.